

Evolution de l'emploi public en France et au Royaume-Uni depuis 1980 : éléments de comparaison¹

Les évolutions de l'emploi des administrations publiques de la France et du Royaume-Uni présentent des similitudes liées à leur organisation administrative centralisée et la taille de leur population. Une comparaison de l'évolution de l'emploi des administrations publiques dans ces deux pays est donc pertinente. De cette comparaison, qui porte sur la période 1980-2003, ressortent les principaux éléments suivants :

- **La hausse de l'emploi total a été très voisine dans les deux pays, tant en niveau qu'en pourcentage, mais l'évolution de sa structure a été assez différente** : l'emploi salarié public a fortement augmenté en France et baissé au Royaume-Uni, les évolutions ont été inverses pour l'emploi non salarié. En ce qui concerne l'emploi salarié privé, la progression a été deux fois plus marquée en France qu'outre-Manche.
- En France, la hausse de l'emploi des administrations publiques a été continue avec une accélération en début et en fin de période. Cette hausse a concerné plus particulièrement la fonction publique territoriale et dans une moindre mesure l'État, du fait essentiellement de l'Éducation nationale. Au Royaume-Uni, en revanche, la baisse globale des effectifs salariés des administrations publiques résulte de trois mouvements successifs : baisse des effectifs très limitée jusqu'en 1993, puis forte baisse entre 1993 et 1998 (administrations centrales et locales, notamment le secteur de l'Éducation), et enfin reprise sensible depuis 1998, particulièrement dans les domaines de la Santé et de l'Éducation.
- **Les niveaux actuels d'emploi public mesurés par les effectifs sont néanmoins proches** : 5,1 millions en 2003, au Royaume-Uni contre 5,0 millions en France. Toutefois, si l'on rajoute en France les emplois aidés du champ fonction publique et les enseignants du secteur privé sous contrat à la charge de l'Etat, l'écart s'inverse avec un total d'un peu moins de 5,4 millions pour la France. Enfin, **si l'on considère les effectifs en «équivalent temps plein», le surplus d'emploi public de la France s'accroît encore dans la mesure où la part de temps partiel est sensiblement plus élevée au Royaume-Uni qu'en France.**
- La comparaison des principaux secteurs constitutifs des trois fonctions publiques - qui doit néanmoins être considérée avec circonspection eu égard aux difficultés à reconstituer des champs parfaitement homogènes -, montre que l'évolution des effectifs a correspondu à une certaine réduction des écarts de structure entre la France et le Royaume-Uni par rapport au début de période. Pour 2003, elle fait apparaître des effectifs publics égaux ou supérieurs en France pour tous les secteurs, à l'exception de deux d'entre eux : la Santé et l'Éducation, notamment en raison de l'importance du temps partiel dans ces deux secteurs au Royaume-Uni et d'un fort écart de productivité entre la France et le Royaume-Uni.

1. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la Direction Générale du Trésor et de la Politique Économique et ne reflète pas nécessairement la position du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Sommaire

des derniers numéros parus

- Sept. 2005**
- n°82 • Pourquoi le solde commercial américain a-t-il continué de se dégrader depuis 2002 malgré la dépréciation du dollar ? *Pierre Beynet, Éric Dubois, Damien Fréville, Alain Michel*
 - n°81 • Politique familiale et taille de la famille, *Maryse Fesseau, Layla Ricroch*
- Août 2005**
- n°80 • Y-a-t'il un excès de liquidité ? *Benjamin Delozier, Sébastien Hissler*
- Juil. 2005**
- n°79 • Performances de la France à l'international : état des lieux et enjeux à moyen terme, *Bruno Valersteinas*
 - n°78 • La hausse du prix des matières premières vue d'Asie, *Hubert Frédéric*
 - n°77 • Réforme du marché du travail : les exemples de l'Espagne et du Danemark, *Stéphane Carvillo*
- Juin 2005**
- n°76 • Les conditions monétaires et financières courantes et passées dans la zone euro et aux États-Unis, *Mickaël Le Mestric, Fabrice Montagné*
 - n°75 • Les indicateurs de la politique monétaire, *Fabrice Montagné*
 - n°74 • Mesurer l'inflation sous-jacente en zone euro, *Jean-Marie Fournier*
- Mai 2005**
- n°73 • L'impact des taxes sur le marché pétrolier, *Xavier Payet*
 - n°72 • Interventions de change asiatique et taux de change d'équilibre, *Benjamin Carton, Karine Hervé, Nadia Terfous*
 - n°71 • Analyse économique de la prévention des risques pour la santé, *Cécile Malgnid*
- Avril 2005**
- n°70 • Quelle lecture faire de l'évolution récente des exportations françaises ? *Antoine Deruennes*
 - n°69 • Taux d'épargne : quel lien avec les indicateurs de confiance de l'Insee ? *Abdenor Brahimi*
 - n°68 • Retour sur les évolutions récentes des dépenses en faveur du logement, *Frédéric Gilli, Bertrand Mourre*
 - n°67 • Les anticipations des entrepreneurs industriels de la zone euro sont-elles «rationnelles» ?, *Emmanuel Michaux*
- Mars 2005**
- n°66 • La situation économique mondiale au printemps 2005, *Pierre Beynet, Nathalie Fourcade*
 - n°65 • Les déterminants des taux longs nominaux aux États-Unis et dans la zone euro, *Sébastien Hissler*
 - n°64 • L'activité aux États-Unis est désormais aussi stable que dans la Zone Euro, *Charles-Antoine Giuliani*
 - n°63 • Les taux marginaux d'imposition : quelles évolutions depuis 1998 ? *Ludvine Barnaud, Layla Ricroch*



1. Depuis 1980, la France et le Royaume-Uni ont connu des taux de croissance assez voisins en matière d'emploi total mais les évolutions de leurs structures d'emploi ont été assez différentes

Entre 1980 et 2003, l'emploi total a progressé d'environ 12% en France et de 11% au Royaume-Uni, ce qui représente une augmentation de 3,0 millions de postes de travail au Royaume-Uni contre +2,7 millions en France (Cf. Tableau 1 et Graphique 1). Ces évolutions comparables recouvrent des variations d'une amplitude légèrement plus forte au Royaume-Uni, cohérente avec les caractéristiques d'un marché du travail plus flexible et donc plus sensible aux variations conjoncturelles qu'en France.

En revanche, l'évolution des composantes de l'emploi a sensiblement différé d'un pays à l'autre (Cf. Tableau 1 et Graphiques 1 et 2) :

- **L'emploi non salarié** a progressé de près de 62% (+1,4 million) au Royaume-Uni tandis qu'il reculait de 39% (-1,4 million) en France. La hausse au Royaume-Uni correspond au développement de nouvelles formes d'emploi qui se substituent au salariat. Ainsi, aux deux extrémités de l'échelle des salaires, il concerne à la fois des cadres-experts qui deviennent consultants indépendants pour leur employeur habituel, l'écart entre le taux de l'Impôt sur le Revenu (à 40% pour la tranche marginale) et le taux de l'Impôt sur les Sociétés (à 30%) rendant l'opération financièrement intéressante ; il recouvre également une stratégie d'externalisation de salariés par les entreprises pour alléger le montant des charges qu'elles payent. En France, la baisse de l'emploi non salarié correspond à 70% à celle des

exploitants agricoles, pour le reste à part égales à l'ensemble construction-industrie et aux emplois tertiaires, notamment au commerce² ;

- **L'emploi salarié de la fonction publique (champ des trois fonctions publiques³)** a progressé de 35% (soit +1,3 million, y compris les emplois aidés) en France tandis qu'il a baissé d'environ 5% (-280 000) au Royaume-Uni. Une description détaillée de ces évolutions est présentée dans la seconde partie. Une partie de la baisse de l'emploi public résulte d'opérations d'externalisation d'activités précédemment réalisées par les administrations publiques (qu'il s'agisse de sous-traitance ou de désengagement) ;
- **L'emploi salarié privé (y compris entreprises publiques⁴)** a progressé plus rapidement en France (+18% soit +2,7 millions) qu'au Royaume-Uni (+10% soit +1,9 millions). La relativement faible progression de l'emploi salarié privé au Royaume-Uni peut être mise en regard de la forte hausse de l'emploi pour les non salariés.

2. Sur la baisse de 1,3 million d'emplois non salariés en France entre 1980 et 2003, l'enquête ACEMO montre une baisse de 946 000 exploitants agricoles (alors que le nombre des salariés agricoles reste quasiment stable), de 84 000 emplois dans l'industrie, de 126 000 emplois dans la construction et de 167 000 emplois dans le tertiaire.
3. Sauf indication contraire, l'emploi public se réfère dans toute cette étude au champ restreint des «administrations publiques», i.e. les trois fonctions publiques, et non au champ étendu du «secteur public» qui inclut aussi les «entreprises publiques».
4. Les entreprises publiques ont été regroupées avec l'emploi privé pour faciliter la comparaison de l'évolution de l'emploi public limité au seul champ des trois fonctions publiques.

Tableau 1 : France et Royaume-Uni : population active, Chômage et Emploi par grandes catégories (en niveau)

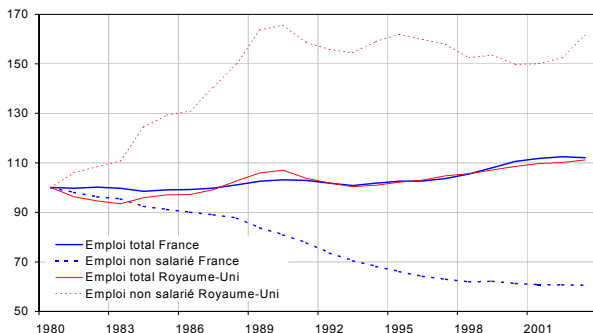
Niveau en Milliers données de fin d'année (FR) fin juin (R-U)	Population active	Chômeurs	Emploi total	Emploi salarié (1)	Dont Emploi salarié privé (yc entreprises publiques (1))	Dont Emploi salarié 3 Fonctions Publiques (1)	Emploi non salarié
En 1980							
France	24 240	1 782	22 458	18 926	15 061	3 865	3 532
Royaume-Uni	28 639	1 558	27 081	24 730	19 381	5 349	2 351
En 2003							
France	28 079	2 923	25 156	23 016	17 803	5 213	2 139
Royaume-Uni	31 586	1 486	30 100	26 302	21 234	5 068	3 798
Variation en Niveau 2003/1980							
France	3 821	1 142	2 698	4 091	2 742	1 348	-1 393
Royaume-Uni	2 947	-72	3 019	1 572	1 853	-281	1 447
Variation en % 2003/1980							
France	+15,8%	+64,1%	+12,0%	+21,6%	+18,2%	+34,9%	-39,4%
Royaume-Uni	+10,3%	-4,6%	+11,1%	+6,4%	+9,6%	-5,3%	+61,5%

(1) : Y compris emploi aidé, classé avec l'emploi public en France, avec l'emploi salarié privé au Royaume-Uni.

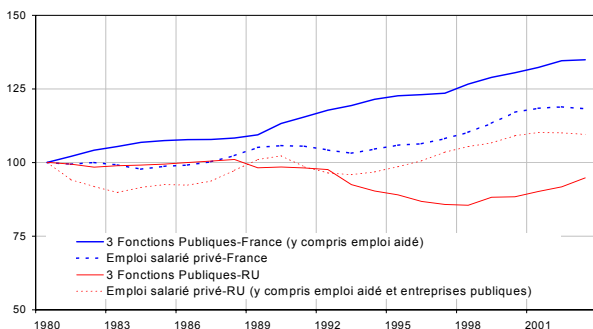
Sources : France : INSEE, DGAFF ; Royaume-Uni : ONS, calculs DGTPE. Pour la France, les chiffres donnés dans ce tableau concernent les effectifs de la métropole et des DOM.



Graphique 1 : Emploi non salarié en France et au Royaume-Uni (1980 = 100)



Graphique 2 : Emploi salarié public et privé en France et au Royaume-Uni (1980 = 100)



source : INSEE, DGAFP (France), ONS (Royaume-Uni)

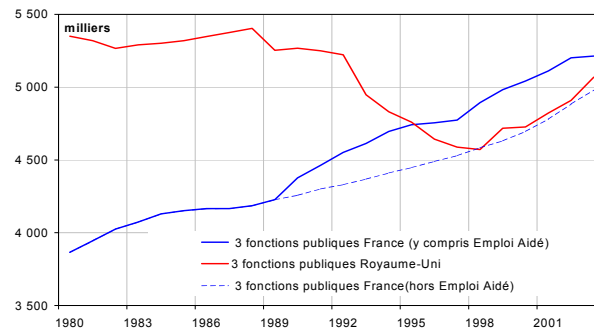
2. Après avoir connu une divergence marquée jusqu'en 1998, les évolutions des effectifs de la fonction publique (FP) dans les deux pays ont été depuis parallèles

2.1 En France, la hausse des effectifs de la fonction publique a été continue, tandis qu'au Royaume-Uni, la forte baisse des années 1992-1998 a été suivie d'un redressement sensible

Le Tableau 2, ainsi que les Graphiques 3, 4 et 5, présentent les évolutions des principaux agrégats. **En France, la hausse des effectifs de la fonction publique a été continue au cours de la période 1980-2002**, même si l'on peut identifier plusieurs phases : jusqu'au milieu des années 1980 la hausse a été soutenue (+1,7% par an en moyenne) puis les effectifs ont stagné ensuite (+0,5% entre 1984 et 1990), enfin on constate une nette accélération à partir du début des années 1990 notamment avec la montée en puissance des emplois aidés (+1,3% par an entre 1990 et 2003, et même +1,5% si l'on intègre les emplois aidés).

Les évolutions des effectifs de la fonction publique française ont été marquées par une forte progression de la fonction publique territoriale (FPT), qui a atteint 49% (soit 501 000 personnes) et qui concerne surtout les communes et les établissements intercommunaux. La fonction publique hospitalière (FPH) a progressé de 36% (soit 244 000 personnes). Enfin, la fonction publique d'Etat (FPE) a progressé de 17% (soit 370 000 personnes), l'essentiel de cette hausse étant due à l'Éducation nationale⁵.

Graphique 3 : Emploi public (champ des 3 fonctions publiques) depuis 1980 en milliers



source : INSEE, DGAFP (France), ONS (Royaume-Uni)

Au Royaume-Uni, les effectifs des trois fonctions publiques ont été quasiment stables (-0,1% par an en moyenne) jusqu'en 1993. Entre 1993 et 1998, l'évolution des effectifs des administrations centrales et locales (notamment l'Éducation) a provoqué un recul marqué de l'emploi public (-2,2% par an) en raison d'un fort mouvement d'externalisation vers le secteur privé. Depuis 1998, avec l'arrivée au pouvoir du «New Labour» élu sur la base d'engagements à la fois de maîtrise des dépenses et d'amélioration des services publics, les effectifs sont repartis à la hausse (+2,2% par an). Les principaux bénéficiaires de la hausse sont les administrations locales (essentiellement l'Éducation) et le service national de Santé (NHS). A cet égard, on notera que durant la période de reflux de l'emploi public, les créations d'emploi dans le secteur privé ont paru compenser les fortes baisses enregistrées dans les secteurs de l'Éducation et de la Santé, notamment en raison du processus d'externalisation.

Au total, sur l'ensemble de la période, la part de l'emploi des trois fonctions publiques dans l'emploi total a progressé d'un peu plus de 3 points en France (à 20,8%) et baissé d'autant au Royaume-Uni (à 16,8%).

Les niveaux actuels sont néanmoins assez voisins. En 2003, au Royaume-Uni, l'effectif total des trois fonctions publiques atteignait 5,1 millions de personnes, contre 5,0 millions en France. Cependant, des travaux en cours devraient conduire à une légère augmentation des évaluations des effectifs des administrations britanniques⁶. En revanche, si l'on rajoute en France les 233 000 emplois aidés du champ fonction publique, ainsi que les 154 000 enseignants du secteur privé

5. Ne sont pas inclus dans ces hausses par sous-secteur les 233.000 emplois aidés du champ fonction publique dans la mesure où ils ne sont pas ventilés entre les trois fonctions publiques.

6. Des travaux d'amélioration de la qualité des statistiques du secteur public, actuellement en cours au Royaume-Uni mais non pris en compte dans cette étude pour des raisons de cohérence globale, se traduisent par une révision à la hausse de l'emploi du secteur public sur la période 1991-2003 de l'ordre de 100 000 à 200 000 personnes selon les années, l'essentiel des révisions se concentrant sur les administrations publiques. Ainsi, pour l'année 2003, ces travaux conduiraient à réévaluer le total de l'emploi des administrations publiques de 172 000 personnes, dont 22 000 pour l'administration territoriale (APUL) et 150 000 pour l'administration centrale (APUC). (Cf. S. Hicks, C. Lindsay, D. Livesey, N. Barford & R. Williams / Public Sector Employment, ONS, March 2005).

Tableau 2 : France et Royaume-Uni : détail des effectifs des 3 Fonctions Publiques (FP) entre 1980 et 2003

Niveau en Milliers données de fin d'année (FR) fin juin (R-U)	Total 3 FP	Etat	Territoriale	Hospitalière	Emploi 3 FP/ Emploi Total
En 1980					
France (1)	3 865	2 173	1 021	671	17,3%
Royaume-Uni	5 349	1 219	2 956	1 174	19,8%
En 2003					
France (1, 2)	5 213	2 543	1 522	915	20,8%
Royaume-Uni	5 068	834	2 815	1 419	16,8%
Variation en Niveau 2003/1980					
France	+1 348	+370	+501	+244	
Royaume-Uni	-281	-385	-141	+245	
Variation en % 2003/1980					
France	+34,9%	17,0%	+49,1%	+36,4%	+3,5%
Royaume-Uni	-5,3%	-31,6%	-4,8%	+20,9%	-2,9%

(1) : Y compris emploi aidé ; hors Non Titulaires sur Crédits de remplacement dans la Fonction Publique Hospitalière, soit 51 000 personnes en 2003.

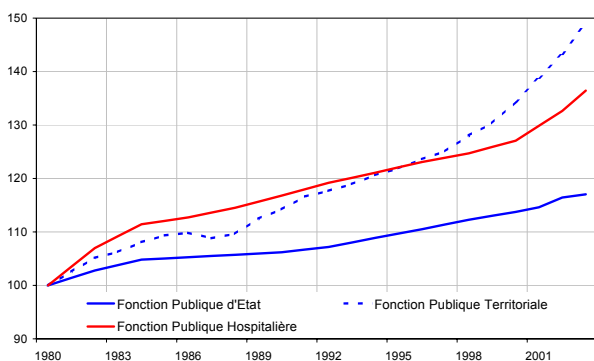
(2) : L'écart, en France, entre le total 3 FP et les composantes vient de ce que les 233 000 personnes emplois aidés de la FP en 2003 ne sont pas ventilés.

Sources : France : INSEE, DGAFP ; Royaume-Uni : ONS, calculs DGTPE.

sous contrat, à la charge de l'Etat, l'écart s'inverse avec un total d'un peu moins de 5,4 millions pour la France.

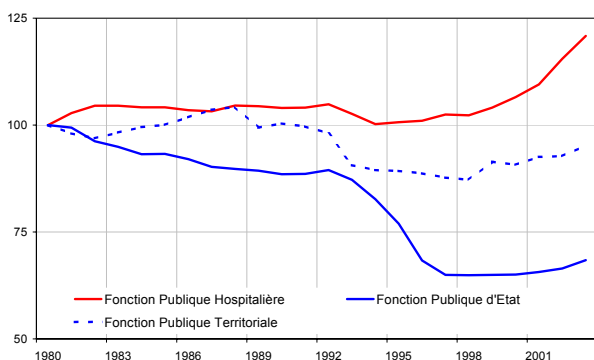
Cette correction de champ semble justifiée dans la mesure où, au Royaume-Uni, l'emploi aidé, en nombre réduit, correspond essentiellement aux apprentis, classés avec l'emploi salarié privé. Par ailleurs, les enseignants du secteur privé sont exclusivement rémunérés par leurs établissements, même si ces derniers peuvent recevoir des subventions publiques de fonctionnement.

Graphique 4 : Evolution des effectifs des trois fonctions publiques en France (1980 = 100)



Source : INSEE, DGAFP

Graphique 5 : Evolution des effectifs des trois fonctions publiques au Royaume-Uni (1980 = 100)



Source : ONS, calculs DGTPE

Les comparaisons effectuées dans ce qui précède ont été établies à partir des effectifs publics. Toutefois, si l'on compare les deux pays sur la base d'effectifs publics en «équivalent temps plein»⁷, le **surplus d'emploi public de la France apparaît nettement plus important dans la mesure où la part de temps partiel est sensiblement plus élevée au Royaume-Uni qu'en France**. Ainsi, en 2003, sur le champ des trois fonctions publiques, l'écart entre les effectifs «par tête» et les effectifs en «équivalent temps plein» atteignait 1,1 million de personnes au Royaume-Uni contre seulement 0,4 million en France. **Ces écarts seraient particulièrement importants dans les secteurs de la Santé et de l'Education, ce qui tendrait à relativiser leur surcroît d'effectifs dans ces deux secteurs au Royaume-Uni, tel que décrit dans la partie qui suit.**

2.2 L'évolution des effectifs des principaux secteurs correspond à une réduction des écarts entre la France et le Royaume-Uni par rapport au début des années 1980

Au-delà des évolutions générales, les évolutions respectives de quelques secteurs à effectifs élevés des administrations publiques ont été observées. On a retenu les secteurs suivants : Défense, Education, Santé, Sécurité Intérieure, ensemble Justice-Administration Pénitentiaire et Administrations Financières. Au total, ces six secteurs représentent 61% du champ des administrations publiques en France et 71% au Royaume-Uni. **Ces comparaisons sectorielles doivent néanmoins être considérées avec circonspection eu égard aux différences de champ et de compétences entre les administrations des deux pays et malgré les retraitements de séries effectués pour permettre ces comparaisons (Cf. Tableau 3).**

7. Ainsi que devraient le permettre à terme les travaux évoqués dans la note 6.



Tableau 3 : effectifs des principales administrations en France et au Royaume-Uni en 2003

Niveau en Milliers	France	Royaume-Uni	Écart FR-RU
Défense (1)	343	297	46
Éducation (2)	1 343	1 458	-115
Santé	979	1 424	-444
Sécurité Intérieure (3)	256	255	1
Justice et Administration Pénitentiaire (4)	72	52	20
Administrations financières (Impôts directs et indirects)	166	106	60
Total des 6 principales administrations	3 159	3 591	-432
Rappel Total 3 FP (5)	5 213	5 068	145
Part des 6 principales administrations / Total 3 FP	61%	71%	

(1) : En France, hors gendarmerie.

(2) : En France, non compris 154 000 enseignants du privé sous contrat, payés par l'État.

(3) : En France, y compris gendarmerie.

(4) : Au R-U, non compris 30 000 juges non professionnels, non rémunérés.

(5) : En France, y compris 233 000 emplois aidés mais non compris 154 000 enseignants du privé sous contrat, rémunérés par l'État. Les emplois aidés ne sont pas ventilés par secteurs.

Sources : France : INSEE, DGAFP ; Royaume-Uni : ONS, calculs DGTPE.

Tableau 4 : évolution des Effectifs civils et militaires de la Défense en France et au Royaume-Uni

En milliers	France			Royaume-Uni	Écart FR-RU
	Total Défense + Anc. Combatt. (1)	dont Minist. Défense + Anc. Combatt.	dont EPA (1)	Ministère Défense (2) + Forces Armées	
1980	390	386	4	543	-153
1990	343	338	4	444	-102
1998	334	329	5	314	20
2003	343	338	5	297	46
Var. 1990/1980	-48	-48	0	-99	
Var. 1998/1990	-9	-9	1	-130	
Var. 2003/1998	9	9	0	-17	
Var. 2003/1980	-47	-48	1	-246	

(1) France : y compris EPA (Etablissements Publics Administratifs dépendant du Ministère de la Défense), hors Gendarmerie, hors Appelés (soit 261 000 en 1980, globalement stables jusqu'en 1990).

(2) R-U : données de la composante «Ministère», soit environ 90 000 personnes en 2003. A la différence des autres données, elles sont en «Équivalent Temps Plein».

Sources : France : INSEE ; R-U : ONS + Cabinet Office

On retrouve au niveau des principaux secteurs les tendances générales énoncées précédemment : une hausse assez régulière des effectifs en France (hormis pour la Défense et, dans une moindre mesure, pour les Administrations Financières) au cours de la période 1980-2003, tandis que le Royaume-Uni a connu une baisse jusqu'en 1998 (sauf pour la Sécurité Intérieure et l'ensemble Justice-Administration Pénitentiaire), suivie d'une nette reprise (sauf pour la Défense et l'ensemble Justice-Administration Pénitentiaire).

Au total, ces mouvements se sont traduits par une relative convergence entre la France et le Royaume-Uni par rapport au début de période.

En 1980, les **effectifs civils et militaires de la Défense** atteignaient 543 000 personnes au Royaume-Uni et 390 000 en France, chiffre auquel il fallait ajouter 261 000 appelés⁸. Alors que la baisse des effectifs a été sensible et continue au Royaume-Uni, s'accroissant même à partir de 1990, la baisse a été

beaucoup plus limitée en France. En effet, la prise de conscience des limites de l'armée de conscription dans les conflits modernes où la maîtrise de la technologie joue un rôle majeur, s'est traduite par l'annonce de la suppression de la conscription en 1996 et par le renforcement des effectifs existants (+29 000 personnes entre le point le plus bas de 1994 et 2003). En 2003, les effectifs de la Défense en France dépassaient de 46 000 personnes les effectifs correspondants au Royaume-Uni mais cet écart s'est légèrement réduit entre 2002 et 2003 du fait d'une reprise de la croissance des effectifs au Royaume-Uni (Cf. Tableau 4).

En 1980, les **personnels publics de l'Éducation** représentaient 1,0 million de personnes en France et 1,5 million au Royaume-Uni. Alors que la progression des effectifs s'est poursuivie en France assez uniformément, la baisse a été forte au Royaume-Uni jusqu'en 1994, (-255 000 personnes entre 1990 et 1994), mais a été suivie d'une hausse encore plus marquée (+279 000 personnes entre 1994 et 2003), traduisant les nouvelles priorités après l'arrivée au pouvoir du «New Labour». En niveau, l'écart positif des effectifs de l'éducation publique au Royaume-Uni par rapport à la France en 2003 (+115 000 personnes) est plus apparent que réel dans la mesure où les chiffres

8. Le chiffre des conscrits est resté globalement stable jusqu'en 1990, date à partir de laquelle il a commencé à baisser. Cette baisse s'est amplifiée à la suite de la décision présidentielle de février 1996 de supprimer la conscription.



Tableau 5 : effectifs de l'Éducation Publique en France et au Royaume-Uni

En milliers	France			Royaume-Uni			Écart FR-RU
	Total Éducation Nationale (1)	dont Ministère (1)	dont EPA (4)	Total Éducation Publique	dont Éducation (APUL) (2)	dont Éducation (Ministère) (3)	
1980	1 038	985	53	1 504	1 501	3	-465
1990	1 171	1 099	73	1 434	1 431	3	-262
1998	1 268	1 181	86	1 207	1 204	3	+61
2003	1 343	1 229	114	1 458	1 450	8	-115
Var. 1990/1980	+133	+114	+20	-70	-70	0	
Var. 1998/1990	+96	+83	+14	-227	-227	0	
Var. 2003/1998	+75	+47	+28	+251	+246	+5	
Var. 2003/1980	+305	+244	+61	-46	-51	+5	

(1) France : hors enseignants rémunérés par l'État qui travaillent dans les établissements privés sous contrat, soit 154 000 personnes en 2003.

(2) R-U : les enseignants relèvent essentiellement des collectivités territoriales.

(3) les données «Ministère» sont en «Équivalent Temps Plein».

(4) Etablissements Publics Administratifs

Sources : France : INSEE ; R-U : ONS + Cabinet Office

Tableau 6 : effectifs publics de la Santé en France et au Royaume-Uni

En milliers	France				Royaume-Uni			Écart FR-RU
	Total Santé (1)	dont FPH	dont Ministère (1)	dont EPA (1)	Total Santé	dont NHS)	dont Ministère (2)	
1980	717	671	26	20	1 178	1 174	4	-461
1990	835	783	27	24	1 226	1 221	5	-392
1998	892	837	26	29	1 206	1 201	5	-314
2003	979	915	28	36	1 424	1 419	5	-444
Var. 1990/1980	+118	+113	+1	+4	+48	+47	+1	
Var. 1998/1990	+57	+53	-1	+5	-21	-20	-1	
Var. 2003/1998	+87	+79	+2	+7	+218	+218	0	
Var. 2003/1980	+262	+244	+2	+16	+245	+245	0	

(1) France : les effectifs «Ministère» et «EPA» (établissements publics administratifs) correspondent aux fonctions «Emploi et Solidarité».

(2) R-U : les «Ministère» sont en «Équivalent Temps Plein».

Sources : France : INSEE ; R-U : ONS + Cabinet Office

français n'incluent pas les 154 000 enseignants du privé sous contrat d'association qui sont rémunérés par l'Etat (Cf. Tableau 5). **Une fois ces effectifs réintégrés, l'écart des effectifs publics d'Éducation en 2003 atteint 39 000 personnes en faveur de la France, et cet écart est encore plus important en équivalent temps-plein : le taux de temps partiel dans ce secteur atteignant plus de 30% au Royaume-Uni.**

En 1980, les **personnels publics de la Santé** représentaient 717 000 personnes en France et 1,2 million de personnes au Royaume-Uni. Comme pour l'Éducation, la hausse a été assez régulière en France, tandis que le Royaume-Uni a enregistré une baisse sensible entre 1992 et 1994 (-54 000 personnes), suivi d'une forte hausse depuis (+242 000 entre 1994 et 2003), qui tend même à s'accélérer depuis 2000, la Santé, comme l'Éducation, faisant partie des priorités des différents gouvernements Blair (Cf. Tableau 6).

Afin de mieux comparer l'importance des secteurs de l'Éducation et de la Santé, compte tenu des différences structurelles des systèmes, il a paru nécessaire de recenser les effectifs totaux (publics et privés) dans chacun des deux pays (Cf. Tableau 6 bis).

Dans le secteur de l'Éducation, les effectifs globaux sont sensiblement plus importants au Royaume-Uni qu'en France : l'écart est de 258 000 personnes en 2003. Cet écart concerne majoritairement le secteur privé, mais **il est là aussi à relativiser en raison de l'importance du temps partiel.**

Tableau 6 bis : effectifs de l'Éducation et de la Santé en France et au Royaume-Uni

En milliers, en 2003	France (1)	Royaume-Uni	Écart FR-RU
Éducation (Total)	2 007	2 266	-258
dont Public	1 343	1 458	-115
dont Privé	665	808	-143
Santé (Total)	1 392	2 315	-924
dont Public	979	1 424	-444
dont Privé	413	892	-479

Sources : France : INSEE + DGAFP ; R-U : ONS + Cabinet Office ; calculs DGTPE;

(1) En France, les 154 000 enseignants du secteur privé sous contrat rémunérés par l'État sont classés dans le secteur privé.

On retrouve aussi un écart dans le secteur de la Santé, à l'avantage du Royaume-Uni (924 000 personnes en 2003), concernant à peu près à parts égales les secteurs privé et public : **cet écart s'explique d'une part (comme pour l'éducation), par le taux de temps partiel élevé au Royaume-Uni, d'autre part par un fort écart de productivité entre la France et le Royaume-uni, lié en particulier au faible niveau**



de l'investissement outre-Manche depuis 1980 dans ce secteur. Mis en regard des insuffisances reconnues du système de santé britannique, ce constat illustre le fait que les performances en matière de service public ne sont pas directement proportionnelles aux effectifs du secteur concerné.

Les effectifs publics participant à la **Sécurité Intérieure**, un peu plus faibles au Royaume-Uni qu'en France en 1980 (l'écart atteignait 24 000 personnes), ont progressé plus rapidement au Royaume-Uni, notamment depuis 2001, conduisant à une annulation de l'écart entre les deux pays.

Alors que les effectifs publics participant au service de la **Justice et à l'Administration Pénitentiaire** étaient quasiment du même niveau en 1980 dans les deux pays, la progression au cours de la période 1980-2003 a été plus soutenue en France. En effet, alors que la hausse s'est quasiment interrompue depuis 1994 au Royaume-Uni, elle a continué en France. Au total, entre 1980 et 2003, la hausse a atteint 31 000 personnes (soit +75%) en France contre +17 000 personnes (soit +48%) au Royaume-Uni.

Cependant, la comparaison entre les deux pays est faussée dans la mesure où le Royaume-Uni recourt en outre à environ 30.000 juges non professionnels (*Lay Magistrates*), employés bénévolement à temps partiel et non comptabilisés dans les effectifs ci-dessous. En outre, les effectifs du «Crown Prosecution Service» qui assurent la double fonction de Police Judiciaire et de Ministère Public ont été intégralement comptabili-

sés dans la fonction «Sécurité Intérieure» alors qu'ils relèvent partiellement de la fonction «Justice».

Malgré un écart de 61 000 personnes en faveur de la France en 1980, les effectifs des principales **Administrations Financières**⁹ ont continué de progresser légèrement jusqu'en 1996 en France (+6 000 personnes, soit +3%), avant de se réduire depuis (-13 000 personnes entre 1996 et 2003, soit -6%).

Au Royaume-Uni, la baisse a été sensible entre 1980 et 1998 (-28.000 personnes, soit -25%), non complètement compensée par la reprise entre 1998 et 2003 (+21.000 personnes, soit +25%).

En 2003, l'écart en faveur de la France (+60 000 personnes) était retombé à son niveau de 1980.

Patrick TAILLEPIED

Directeur de la Publication : Philippe BOUYOUX
Rédacteur en chef : Philippe GUDIN DE VALLERIN
Mise en page : Maryse DOS SANTOS
(01.44.87.18.51)

9. Soit, en France, les trois grandes administrations à réseau en charge des impôts directs et indirects (DGCP, DGI, DGDDI), ainsi que leurs équivalents britanniques (Customs and Excise, Inland Revenue et Land Registry).